

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1292

[C — 2008/27050]

**5 MARS 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion des déchets
issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 5^{ter} et 21;

Vu l'avis de la Commission régionale des Déchets, donné le 29 octobre 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 22 novembre 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2007;

Vu l'avis 43.967/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 janvier 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les communes sont tenues de prendre les mesures nécessaires pour faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police concernant notamment l'enlèvement des déchets;

Considérant que la collecte et la gestion des déchets provenant de l'activité usuelle des ménages constituent un service aux citoyens;

Considérant que le type, le coût et la performance de ce service varient d'une commune à l'autre;

Considérant qu'un service minimum de gestion des déchets applicable sur l'ensemble du territoire wallon mérite d'être défini;

Considérant que ce service doit concilier les objectifs de prévention des déchets, de hiérarchie des modes de traitement des déchets et de dissuasion des incivilités;

Considérant que le coût de la gestion des déchets doit être répercuté sur le citoyen en application du principe du pollueur-payeur;

Considérant qu'une répercussion intégrale du coût ne peut être mise en place du jour au lendemain au risque d'engendrer des comportements inciviques;

Que de nombreuses communes n'appliquent que partiellement la couverture des coûts par une tarification spécifique;

Qu'une application progressive du principe est prévue par le décret;

Considérant qu'il convient de définir le cadre des services de gestion des déchets ménagers, les éléments constitutifs du coût et les modalités de répercussion sur le citoyen;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Principes généraux*

Article 1^{er}. § 1^{er}. La commune organise un service minimum ainsi que des services complémentaires de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages.

Ces services sont établis dans le respect des objectifs de prévention des déchets, de lutte contre les incivilités et de transparence vis-à-vis des citoyens. Les prestations des communes en matière de salubrité publique ne sont pas incluses dans ces services.

§ 2. La commune répercute le coût de la mise à disposition et de l'utilisation de ces services sur l'usager, selon les modalités définies par le présent arrêté, et dans le respect des taux prévus par le décret.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. décret : décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
2. encombrant : tout déchet n'entrant pas dans un sac ou un récipient de collecte de 60 litres;
3. ménage : usager vivant seul ou réunion de plusieurs usagers ayant une vie commune;
4. Ministre : Ministre de l'Environnement;
5. obligation de reprise : obligation visée par l'article 8^{bis} du décret, ou par l'accord de coopération du 30 mai 1996 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages;
6. office : Office wallon des déchets;
7. ordures ménagères brutes : ordures ménagères résiduelles après le tri par les usagers;

8. PMC : déchets d'emballages composés de bouteilles et flacons en plastique, emballages métalliques et cartons à boissons;

9. déchets spéciaux des ménages : déchets produits en petites quantités par l'activité usuelle des ménages et qui, de par les caractéristiques de danger ou les risques qu'ils peuvent présenter, nécessitent l'application d'un mode de gestion particulier afin de prévenir ou réduire leur impact sur la santé de l'homme ou l'environnement;

10. service minimum : service minimum de gestion des déchets résultant de l'activité usuelle des ménages;

11. usager : producteur de déchets bénéficiaire du service de gestion des déchets rendu par la commune.

CHAPITRE II. — *Services de gestion des déchets*

Art. 3. § 1^{er}. Le service minimum doit permettre aux usagers de se défaire des ordures ménagères brutes et de se défaire de manière sélective, après tri par ceux-ci, des fractions suivantes de leurs déchets :

1. les déchets inertes;
2. les encombrants ménagers;
3. les déchets d'équipements électriques et électroniques, en abrégé DEEE;
4. les déchets verts et/ou les déchets organiques;
5. les déchets de bois;
6. les papiers et cartons;
7. les PMC;
8. le verre;
9. le textile;
10. les métaux;
11. les huiles et graisses alimentaires usagées;
12. les huiles et graisses usagées autres qu'alimentaires;
13. les piles;
14. les petits déchets spéciaux des ménages, en abrégé DSM;
15. les déchets d'amiante-ciment;
16. les pneus usés.

§ 2. Le service minimum comporte notamment les services suivants :

1. l'accès aux points et centres de regroupement de déchets ménagers tels que les parcs à conteneurs et les points d'apport volontaire de la commune ou de l'intercommunale;

2. la mise à disposition de bulles à verre permettant un tri par couleurs, ou une collecte équivalente;

3. la collecte en porte à porte des ordures ménagères brutes et, le cas échéant, d'autres flux tels que les déchets organiques, les encombrants, les PMC, les papiers cartons;

4. la fourniture d'un nombre déterminé de sacs adaptés à la collecte des ordures ménagères brutes, ou de vignettes à apposer sur les sacs destinés à la collecte de ces déchets, ou la fourniture de récipients destinés à la collecte de ces déchets, assortie d'un nombre déterminé de vidanges et/ou d'une quantité de déchets déterminés;

5. le traitement des déchets collectés dans le cadre du service minimum.

Le nombre de sacs, vignettes ou vidanges visé à l'alinéa précédent varie selon la composition du ménage et est établi de manière à sensibiliser les ménages à leur production des déchets.

Art. 4. Les services complémentaires sont fournis à la demande des usagers. Ils consistent dans les services obligatoires suivants :

1. la fourniture de sacs ou vignettes payants supplémentaires aux sacs ou vignettes fournis dans le cadre du service minimum;

2. la vidange de poubelles au-delà du nombre et/ou des quantités fixées pour le service minimum;

3. les services correspondants de collecte et de traitement.

Peut s'y ajouter tout autre service spécifique de gestion des déchets des ménages mis en place par la commune tel que l'enlèvement de déchets sur appel.

Art. 5. Le règlement communal précise

1. la périodicité et les lieux de collecte par types de déchets collectés;

2. les modalités de collecte telles que le porte-à-porte, les conteneurs collectifs, les points d'apport volontaire ou les parcs à conteneurs;

3. les conditions d'acceptation des déchets en nature et en quantité;

4. les dispositions prises le cas échéant par la commune afin de prévenir et réprimer les infractions aux dispositions en matière de gestion de déchets.

Art. 6. Lorsque la commune se dessaisit en tout ou en partie de la gestion des déchets envers son intercommunale, celle-ci organise les services visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté, dans les limites de ce dessaisissement, et communique à la commune les dispositions nécessaires à l'établissement du règlement communal visé à l'article 5.

CHAPITRE III. — *Calcul des contributions*

Art. 7. La commune définit le montant et les modalités de contribution des usagers incluant :

1. une contribution couvrant le coût du service minimum et tenant compte de la composition des ménages. Cette contribution couvre le coût de l'avantage procuré par la mise à disposition du service indépendamment de son utilisation, et l'utilisation en tout ou en partie de ce service.

2. la contribution spécifique à chaque service complémentaire. Par unité de paiement tel que le sac payant ou l'unité de poids enlevée, la contribution, à prestations identiques, ne peut être inférieure à celle du service minimum. Elle inclut toutes les composantes du coût de gestion des déchets à charge de la commune;

3. les mesures sociales;

4. la taxe ou redevance couvrant l'enlèvement des déchets en cas d'abandon ou de dépôt non conforme au règlement communal visé à l'article 5.

La contribution à charge du citoyen en application du présent arrêté exclut le coût de gestion pris en charge par un tiers dans le cadre d'une obligation de reprise ainsi que le coût de la gestion des déchets assimilés.

Art. 8. La contribution des usagers est calculée sur la base des dépenses et des recettes du pénultième exercice, le cas échéant ajustées afin de tenir compte des éléments connus de modification des coûts conformément à l'article 11, § 2.

Les taux de couverture des coûts visés à l'article 1^{er}, § 2 du présent arrêté sont calculés pour un exercice donné en multipliant par 100 la somme des recettes visées à l'article 10 divisée par la somme des dépenses visées à l'article 9.

La commune organise sa comptabilité de manière à identifier les recettes et les dépenses visées aux articles 9 et 10.

Lorsque la commune perçoit une contribution pour la gestion des déchets assimilés collectés avec les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages et que les coûts de gestion ne peuvent être identifiés, ceux-ci sont fixés dans le poste des dépenses à même hauteur que les recettes correspondantes.

Art. 9. §1^{er}. Les dépenses visées à l'article 8 sont les dépenses suivantes, dans la mesure où elles ne sont pas prises en charge par un obligataire de reprise conformément à l'article 8bis du décret :

1. achat des sacs ou vignettes destinés à la collecte des déchets;

2. amortissement de l'achat, ou location, des duobacs ou conteneurs;

3. collecte sélective en porte-à-porte et traitement des déchets tels que les papiers-cartons, les encombrants, les déchets organiques, les déchets verts et textiles;

4. collecte des ordures ménagères brutes, en ce compris les frais de personnel et les frais liés aux véhicules de collecte;

5. traitement des ordures ménagères brutes;

6. frais de gestion des parcs à conteneurs et d'autres points d'apport volontaire, en ce compris les frais de personnel et les primes de fréquentation;

7. actions de prévention, en ce compris la promotion du compostage;

8. impression et envoi des avertissements extraits de rôle et des calendriers de ramassage de l'année, y compris les frais de rappels et de procédures de recouvrement;

9. cotisations à l'intercommunale gérant les déchets, en ce compris pour les postes visés aux points 3 à 7 lorsque ces opérations sont confiées à l'intercommunale, conformément à la ventilation fixée à l'article 12;

10. entretien et location des bulles à verres;

11. remboursement d'emprunts liés aux déchets;

12. tous services nécessaires à la gestion administrative communale des déchets et accompagnement de la population dans la gestion de ses déchets;

13. les frais des mesures prises par le Gouverneur de la province en cas de défaillance de la commune.

Les dépenses prises en considération sont toutes taxes comprises.

§ 2. Ne peuvent être prises en considération les dépenses suivantes :

1. sauf dans le cas où il est fait application de l'article 8, dernier alinéa : achat de sacs pour d'autres destinataires que les ménages tels que les petits commerces, les écoles ou les administrations, location ou achat de conteneurs pour d'autres destinataires que les ménages, collecte et traitement de déchets autres que ceux provenant de l'activité usuelle des ménages tels que déchets communaux, déchets abandonnés ramassés hors des circuits de collecte des déchets ménagers, déchets de cimetières, déchets de voirie, déchets de marchés ou plastiques agricoles, et tous autres coûts de gestion des déchets autres que ceux résultant de l'activité usuelle des ménages;

2. réhabilitation de dépotoirs;

3. entretien des espaces verts communaux.

Art. 10. Les recettes visées à l'article 8 sont les recettes suivantes :

1. contributions perçues pour la couverture du service minimum;

2. produit de la vente de sacs payants ou vignettes;

3. location et vente de duobacs et de conteneurs;

4. prix payé pour le poids des déchets et pour la vidange de duobacs et de conteneurs non inclus dans la contribution visée au point 1;

5. redevance pour l'enlèvement des encombrants non incluse dans la contribution visée au point 1;

6. redevance ou taxe pour l'enlèvement des déchets en cas d'abandon ou dépôt non conforme de déchets provenant de l'activité usuelle des ménages;

7. part de la taxe sur les secondes résidences afférente à la gestion des déchets ménagers et non incluse dans la contribution visée au point 1;

8. produit de la vente des déchets collectés sélectivement;

9. subsides régionaux et provinciaux perçus directement par la commune;

10. toutes autres contributions perçues pour la couverture des services complémentaires;

11. primes ou bonifications perçues par l'intercommunale dans le cadre de l'obligation de reprise des déchets d'emballages ménagers;

Ne peuvent être prises en considération les recettes suivantes :

1. taxe sur les écrits publicitaires toutes-boîtes;
2. recettes fiscales perçues par la commune du fait de la présence d'un CET sur son territoire ou toute recette équivalente liée à la présence d'un outil de traitement de déchets sur son territoire;
3. recettes provenant de la collecte de déchets autres que résultant de l'activité usuelle des ménages.

CHAPITRE IV. — *Obligations d'information.*

Art. 11. § 1^{er}. Les communes communiquent à l'Office avant le 1^{er} octobre de l'année précédant l'exercice d'imposition, les recettes et dépenses visées aux articles 9 et 10 du présent arrêté, et le règlement-taxe ou redevance ou le projet de règlement-taxe ou redevance pour l'exercice à venir, afin d'établir le taux de couverture des coûts pour l'exercice d'imposition.

Elles transmettent les mêmes éléments, et la preuve de leur transmission à l'Office, aux autorités de tutelle visées à l'article L-3132-1, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, dans un délai permettant l'exercice de la tutelle d'approbation relativement à l'exercice d'imposition.

Elles communiquent en outre annuellement à l'Office les informations ayant trait aux services de gestion de déchets mis en place en exécution du présent arrêté, les mesures d'information de la population et leur règlement afférent à la gestion des déchets.

§ 2. Le receveur transcrit les éléments de la tarification sur les modèles définis conjointement par le Ministre de l'Environnement et le Ministre des Affaires intérieures, sur base des comptes communaux relatifs à l'exercice précédent. Le modèle de déclaration permet d'inscrire les modifications significatives devant intervenir en cours d'exercice d'imposition, d'une part, dans les modes de gestion des déchets, avec leurs conséquences attendues sur le calcul des recettes et des dépenses et du taux de couverture, et d'autre part dans les prévisions budgétaires relatives aux contributions afférentes au service minimum et aux services complémentaires.

§ 3. Les gouverneurs de province communiquent annuellement à l'Office les dispositions éventuelles prises en application de l'article 21, § 4, du décret, ainsi que les recettes et dépenses correspondantes visées aux articles 9 et 10 du présent arrêté.

Art. 12. § 1^{er}. Les intercommunales communiquent aux communes desservies, au plus tard le 30 juin de l'exercice d'établissement des budgets communaux, les coûts réels de gestion des déchets de l'exercice précédent, les subsides reçus ou escomptés afférents à l'exercice précédent, et les dépenses prises en charge par les obligataires de reprise.

Ces coûts sont ventilés par service rendu et par filière. Ils distinguent au minimum les coûts suivants :

1. le coût des actions de prévention et de sensibilisation;
2. le coût de collecte des déchets provenant de la commune considérée;
3. les charges d'amortissement et les frais financiers relatifs aux investissements et les coûts d'exploitation des centres de tri-regroupement de déchets tels que les parcs à conteneurs et les points d'apport volontaire;
4. les charges d'amortissement et les frais financiers relatifs aux investissements et les coûts d'exploitation des installations de transfert de déchets, s'ils ne sont pas intégrés au coût de collecte ou de traitement
5. les charges d'amortissement et les frais financiers relatifs aux investissements et les coûts d'exploitation des installations de tri et de prétraitement;
6. les charges d'amortissement et les frais financiers relatifs aux investissements et les coûts d'exploitation des installations de valorisation;
7. les charges d'amortissement et les frais financiers relatifs aux investissements et les coûts d'exploitation des installations d'élimination.

§ 2. L'Office met à disposition des communes, ou leur communique, au plus tard le 30 juin de l'exercice d'établissement des budgets communaux, la contribution financière des consommateurs résultant de la mise en œuvre des obligations de reprise sous la forme de coûts à la tonne et de coûts à l'habitant. Les obligataires de reprise communiquent à l'Office les données nécessaires à cet effet.

Art. 13. A partir de 2009, les communes joignent à l'avertissement extrait de rôle relatif à la tarification des services de gestion de déchets une note explicative établie sur le modèle figurant en annexe 2. Ce modèle peut être révisé par le Ministre. La note explicative contient au minimum les informations précisées en annexe 1^{re}. Elle mentionne la contribution financière des consommateurs résultant de la mise en œuvre des obligations de reprise, sur la base des données communiquées par les obligataires de reprise à l'Office.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales.*

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008, à l'exception des dispositions de l'article 3, § 1^{er}, relatives aux déchets textiles et d'amiante-ciment, qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2008, et des dispositions de l'article 3, § 2, 4^o, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Pour l'année 2008, et par dérogation au chapitre III et à l'article 11, le taux de couverture du coût visé à l'article 1^{er} est calculé et déclaré au moyen du formulaire établi par l'Office en vue d'assurer la mise en œuvre de l'article 6, 7^o, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne.

Pour l'exercice d'imposition 2009, les coûts communaux renseignés dans la note explicative visée à l'article 13 se baseront sur les coûts de l'exercice 2007 ou, à défaut de comptabilité le permettant, sur les coûts du 1^{er} semestre 2008.

Art. 15. Le Ministre de l'Environnement et le Ministre des Affaires intérieures sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 mars 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 1^{re}. — Informations minimum devant figurer dans la note explicative visée à l'article 13

La note explicative adressée par les communes aux usagers en application du présent arrêté comporte au minimum les informations suivantes :

1. Le nom de la commune, de l'intercommunale à laquelle la commune est affiliée, et le nombre d'habitants de la commune.

2. Un tableau comparé précisant la production moyenne régionale et communale de déchets par kg, par habitant et par an pour les flux suivants de déchets :

- o Ordures ménagères brutes
- o Déchets verts
- o Encombrants
- o Déchets inertes
- o Bois
- o Papiers/cartons
- o Verre
- o PMC
- o Métaux
- o DEEE
- o Autres flux globalisés, tels que piles, huiles, pneus, etc.

Pour les flux autres que les ordures ménagères brutes, la commune peut mentionner les données intercommunales à défaut de disposer de données spécifiques à son territoire.

Le tableau précisera par ailleurs au regard de chaque flux le service de collecte et de traitement qui est assuré.

3. Un graphique montrant de manière comparée l'évolution de la production moyenne communale et régionale d'ordures ménagères brutes durant les trois derniers exercices, ainsi que les niveaux de production minima et maxima d'ordures ménagères brutes sur ces mêmes exercices au sein de la zone intercommunale à laquelle appartient la commune;

4. Un graphique présentant les coûts et la part respective des coûts communaux par habitant et par an à charge du citoyen, des postes suivants :

- o la collecte des ordures ménagères brutes, et le cas échéant de la fraction fermentescible des ordures ménagères;
- o le traitement des ordures ménagères brutes;
- o le traitement de la fraction fermentescible d'ordures ménagères, en cas de collecte sélective;
- o le coût du ou des parcs à conteneurs, traitement en aval compris;
- o les collectes sélectives autres que par voie de parc à conteneur (encombrants, matières organiques, papiers/cartons,...);
- o le traitement des déchets collectés sélectivement;
- o les actions de prévention;
- o la gestion administrative.

5. Les taxes régionales, provinciales et communales appliquées dans la gestion des déchets;

6. Un graphique détaillant la part respective du coût de la gestion des déchets financée par la Région sous couvert des subsides octroyés pour les investissements, le fonctionnement des infrastructures, les collectes sélectives et la prévention, ensuite par la commune et reportée sur l'utilisateur en exécution du présent arrêté, enfin par les obligataires de reprise et reportée le cas échéant sur le consommateur.

7. La description du service minimum et des services complémentaires de gestion des déchets, ainsi que les taxes ou redevances y afférentes, en ce compris les mesures sociales;

8. La participation moyenne par habitant et par an aux coûts de gestion des déchets couverts par une obligation de reprise et internalisés dans le prix des produits, sur la base des données communiquées par les obligataires de reprise à l'Office.

9. Des conseils de prévention dans le cadre des axes stratégiques et de communication définis par la Région, ainsi que, le cas échéant, les actions spécifiques menées localement en matière de prévention.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents.

Namur, le 5 mars 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 2. Modèle de note explicative visée à l'article 13.**LA GESTION et LE COUT-VERITE DES DECHETS**

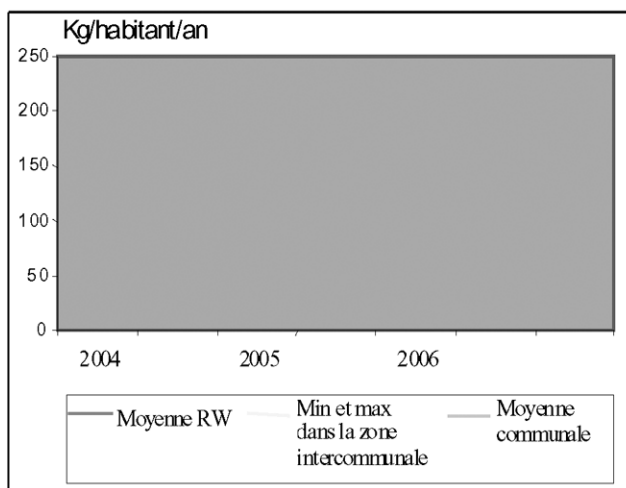
Commune :
Nombre d'habitants :

Intercommunale :

1. La production de déchets des ménages et leur gestion

	Moyenne en Région wallonne Kg/an/habitant	Moyenne dans votre commune ¹ Kg/an/habitant	Quel est le service de collecte et de traitement ?
Ordures ménagères			
Déchets verts			
Encombrants			
Déchets inertes			
Bois			
Papiers/cartons			
Verres			
PMC			
Métaux			
DEEE			
Autres (piles, huiles, pneus, ...)			
Total			

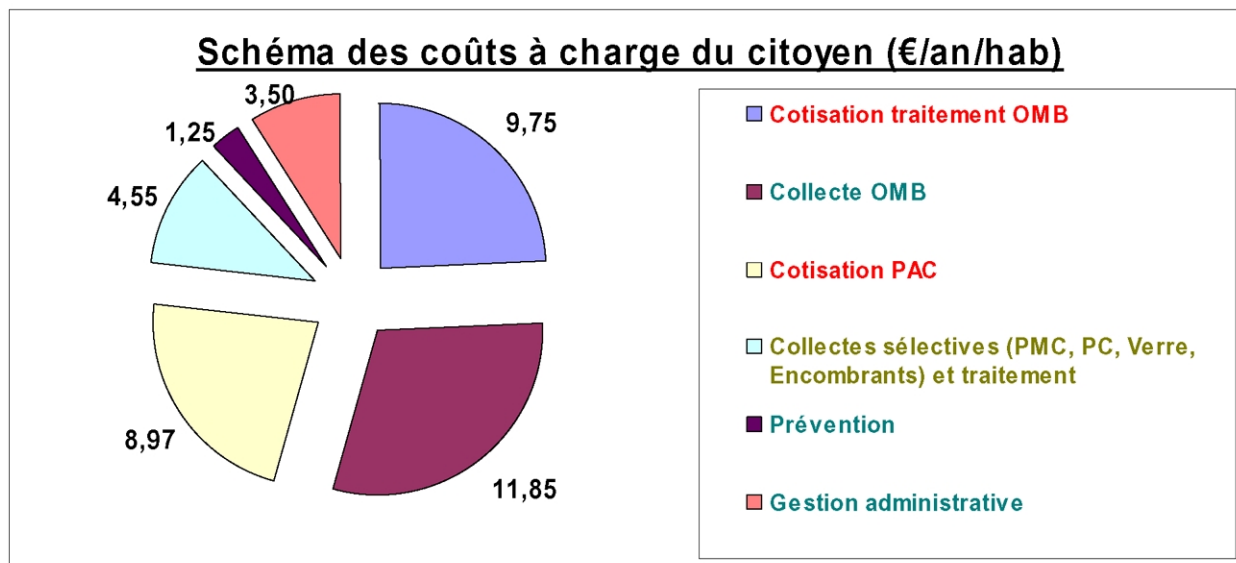
(1) ou de l'intercommunale si données manquantes

**2. Le coût de vos déchets**

Insérer un graphique représentant les coûts communaux par habitant et par an à charge du citoyen

- De la collecte des ordures ménagères brutes (sac gris ou équivalent) et le cas échéant de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM)
- Du traitement des ordures ménagères brutes
- Du traitement de la fraction fermentescible des ordures ménagères, en cas de collecte sélective
- Des parcs à conteneurs, coût des traitements en aval compris
- Des collectes sélectives (encombrants, matières organiques, papiers/cartons, ...) et du traitement des déchets collectés sélectivement
- Des actions de prévention
- De la gestion administrative

Exemple :

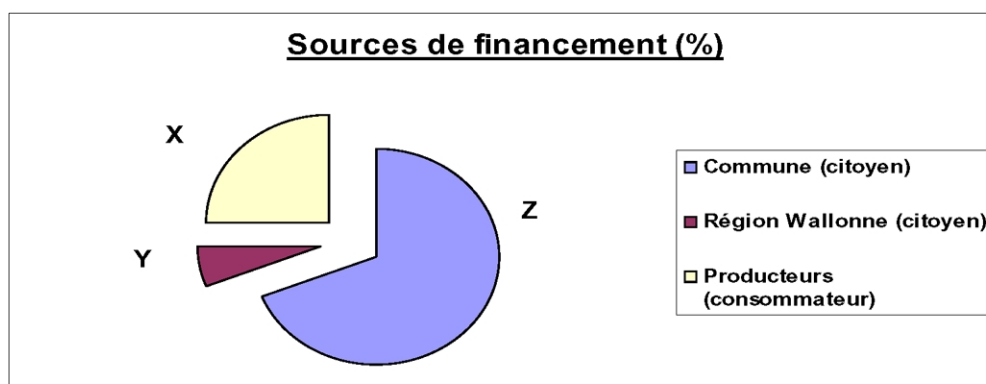


Préciser les taxes régionales, provinciales, communales éventuelles appliquées sur les déchets.

3. Le financement de la gestion des déchets.

Insérer un graphique détaillant la part respective financée par la Région sous couvert des subsides, par la commune, et internalisées dans le cadre des obligations de reprise, du coût de gestion des déchets ménagers.

Exemple :



1. Votre contribution directe à la commune et le service y afférent.

- Description du service minimum et du service complémentaire de gestion de déchets
- Extrait utile du règlement-taxe et/ou -redevance, y compris les mesures sociales

2. Votre contribution via l'achat de certains produits.

Donner par catégories de déchets soumis à obligation de reprise et organismes de gestion des obligations de reprise le coût moyen par habitant et par an.

3. Comment réduire votre facture déchets ?

Moins de déchets produits, c'est mieux pour l'environnement et autant d'économie pour vous. Voici quelques conseils de prévention des déchets :

Exemples :

- Compostez à domicile vos déchets verts et déchets organiques en vous entourant des conseils et informations nécessaires
- Evitez le gaspillage de denrées alimentaires
- Privilégiez les produits durables et évitez les produits jetables (vaisselles jetables, piles jetables, ...) ou de mauvaise qualité
- Privilégiez les recharges et les produits peu emballés (vrac, découpe, grands conditionnements)
- Pour transporter vos courses, pensez aux sacs réutilisables, aux paniers et caisses pliantes
- Consommez l'eau du robinet, ne nécessitant pas d'emballage

Les actions de prévention et de sensibilisation menées par votre commune et/ou association de communes :
(à compléter)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents.

Namur, le 5 mars 2008

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1292

[C - 2008/27050]

5. MÄRZ 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 5^{ter} und 21;

Aufgrund des am 29. Oktober 2007 abgegebenen Gutachtens der Regionalkommission für Abfälle;

Aufgrund des am 22. November 2007 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 1. Oktober 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 16. Januar 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 43.967/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Gemeinden verpflichtet sind, die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, damit die Einwohner in den Genuss der Vorteile einer guten Polizeiordnung insbesondere bezüglich der Abfuhr der Abfälle kommen;

In der Erwägung, dass die Sammlung und Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte einen Dienst an die Bürger darstellen;

In der Erwägung, dass der Typ, die Kosten und die Leistung dieses Dienstes von Gemeinde zu Gemeinde unterschiedlich sind;

In der Erwägung, dass es sich lohnt, einen auf dem gesamten wallonischen Gebiet anwendbaren minimalen Abfallbewirtschaftungsdienst festzulegen;

In der Erwägung, dass dieser Dienst die Zielsetzungen in Sachen Abfallvermeidung, Rangordnung der Abfallbehandlungsverfahren und Abschreckung gegen unbürgerliches Verhalten miteinander in Einklang bringen muss;

In der Erwägung, dass die Kosten für die Abfallbewirtschaftung in Anwendung des Verursacherprinzips auf den Bürger überwältigt werden müssen;

In der Erwägung, dass auf die Gefahr hin, unbürgerliches Verhalten auszulösen, eine völlige Überwälzung der Kosten nicht von heute auf morgen eingeführt werden kann;

Dass zahlreiche Gemeinden nur teilweise die Deckung der Kosten durch eine spezifische Tarifierung anwenden;

Dass eine schrittweise Anwendung des Prinzips durch das Dekret vorgesehen ist;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, den Rahmen der Dienste für die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle, die Bestandteile der Kosten und die Modalitäten für die Überwälzung auf den Bürger festzulegen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Grundsätze*

Artikel 1 - § 1. Die Gemeinde organisiert einen minimalen Dienst, sowie zusätzliche Dienste für die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte.

Diese Dienste werden unter Einhaltung der Zielsetzungen in Sachen Abfallvermeidung, Kampf gegen unbürgerliches Verhalten und Transparenz entgegen den Bürgern eingerichtet. Die Dienstleistungen der Gemeinden in Sachen öffentliche Hygiene sind nicht in diesen Diensten inbegriffen.

§ 2. Die Gemeinde überwälzt die Kosten der Zurverfügungstellung und der Benutzung dieser Dienste gemäß den in dem vorliegenden Dekret festgelegten Modalitäten und unter Einhaltung der in dem Dekret vorgesehenen Sätzen auf den Benutzer.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1. Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
2. Sperrmüll: jeglicher Abfall, der nicht in einen Sammelsack oder -behälter von 60 Litern passt;
3. Haushalt: der alleinlebende Benutzer oder die Vereinigung mehrerer zusammenlebender Benutzer;
4. Minister: der Minister der Umwelt;
5. Rücknahmepflicht: die in Artikel 8bis des Dekrets oder in dem Zusammenarbeitsabkommen vom 30. Mai 1996 bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen erwähnte Pflicht;
6. Amt: das «Office wallon des déchets» (Wallonisches Amt für Abfälle);
7. grober Hausmüll: Hausmüll, der nach der Sortierung durch die Benutzer übrig bleibt;
8. PMK: Verpackungsabfälle, die aus Kunststoffflaschen und -flakons, Metallverpackungen und Getränkekartons bestehen;
9. Sonderabfälle aus Haushalten: durch die gewöhnliche Tätigkeit der Haushalte in kleinen Mengen erzeugte Abfälle, die aufgrund ihrer Gefahreneigenschaften oder der Risiken, die sie darstellen können, die Anwendung eines besonderen Bewirtschaftungsmodus erfordern, um deren Auswirkung auf die menschliche Gesundheit oder die Umwelt zu vermeiden oder zu verringern;
10. minimaler Dienst: der minimale Dienst zur Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte;
11. Benutzer: der Abfallerzeuger, der den von der Gemeinde erwiesenen Abfallbewirtschaftungsdienst in Anspruch nimmt.

KAPITEL II — *Abfallbewirtschaftungsdienste*

Art. 3 - § 1. Durch den minimalen Dienst müssen sich die Benutzer des groben Hausmülls und auf selektive Weise und nach einer durch sie durchgeführten Sortierung der folgenden Fraktionen von Abfällen entledigen können:

1. inerte Abfälle;
2. Haushaltssperrmüll;
3. Abfälle aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen, abgekürzt AEEA;
4. Grünabfälle und/oder organische Abfälle;
5. Holzabfälle;
6. Papier und Pappe;
7. PMK;
8. Glas;
9. Textilien;
10. Metalle;
11. Altpeiseöle und -fette;
12. andere Altöle und -fette;
13. Batterien;
14. kleine Sonderabfälle aus Haushalten, abgekürzt KSH;
15. Asbestzementabfälle;
16. Altreifen.

§ 2. Der minimale Dienst besteht insbesondere aus folgenden Diensten:

1. dem Zugang zu den Zwischenlagerungsstellen und -zentren für Haushaltsabfälle, wie Containerparks und Stellen für freiwilliges Hinbringen der Gemeinde oder Interkommunalen;
2. der Zurverfügungstellung von Altglascontainern, durch die nach Farben sortiert werden kann, oder einer gleichwertigen Sammlung;
3. der Sammlung von Haus zu Haus von grobem Hausmüll und gegebenenfalls von anderen Müllströmen wie organische Abfälle, Sperrmüll, PMK, Papier und Pappe;
4. der Ausgabe einer bestimmten Anzahl von Säcken, die für die Sammlung von grobem Hausmüll geeignet sind, oder von Aufklebern, die an den für die Sammlung dieser Abfälle bestimmten Säcken anzubringen sind, oder der Ausgabe von Behältern, die für die Sammlung dieser Abfälle bestimmt sind, wobei gleichzeitig eine bestimmte Anzahl von Entleerungen und/oder eine bestimmte Abfallmenge vorgesehen sind;
5. der Behandlung der im Rahmen des minimalen Dienstes gesammelten Abfälle.

Die Anzahl der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Säcke, Aufkleber oder Entleerungen ist je nach der Zusammensetzung des Haushalts unterschiedlich und wird derart festgelegt, dass die Haushalte angesichts ihrer Abfallerzeugung sensibilisiert werden.

Art. 4 - Die zusätzlichen Dienste werden auf Anfrage der Benutzer erwiesen. Sie bestehen aus folgenden obligatorischen Diensten:

1. der Ausgabe kostenpflichtiger Säcke oder Aufkleber zusätzlich zu den im Rahmen des minimalen Dienstes ausgegebenen Säcken oder Aufklebern;
2. der Entleerung von Mülltonnen über die vom minimalen Dienst festgesetzte Anzahl und/oder Mengen hinaus;
3. den entsprechenden Sammlungs- und Behandlungsdiensten.

Diesen kann jeglicher andere, von der Gemeinde eingerichtete spezifische Dienst für die Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen, wie z.B. die Abfuhr von Abfällen auf Anruf, hinzugefügt werden.

Art. 5 - In der Gemeinderegelung wird Folgendes angegeben:

1. die Häufigkeit und Sammelstellen je nach gesammeltem Abfalltyp;
2. die Modalitäten für die Sammlung, wie diejenige von Haus zu Haus, die Gemeinschaftscontainer, die Stellen für freiwilliges Hinbringen oder die Containerparks;
3. die Bedingungen für die Annahme der Abfälle in Art und Menge;
4. die gegebenenfalls von der Gemeinde getroffenen Vorkehrungen, um die Verstöße gegen die Bestimmungen in Sachen Abfallbewirtschaftung zu vermeiden und zu unterdrücken.

Art. 6 - Wenn sich die Gemeinde völlig oder teilweise der Abfallbewirtschaftung gegenüber ihrer Interkommunalen entzieht, organisiert die Letztere im Rahmen dieses Entzugs die in den Artikeln 3 und 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Dienste und übermittelt der Gemeinde die zur Erstellung der in Artikel 5 erwähnten Gemeinderegelung erforderlichen Bestimmungen.

KAPITEL III — Berechnung der Beiträge

Art. 7 - Die Gemeinde bestimmt den Betrag und die Modalitäten für den Beitrag der Benutzer, die Folgendes enthalten:

1. einen Beitrag zur Deckung der Kosten für den minimalen Dienst, wobei die Zusammensetzung des Haushalts berücksichtigt wird. Dieser Beitrag deckt die Kosten für den Vorteil, den die Zurverfügungstellung des Dienstes unabhängig von seiner Benutzung bietet, und für die vollständige oder teilweise Benutzung dieses Dienstes;
2. den spezifischen Beitrag für jeden zusätzlichen Dienst. Je Zahlungseinheit, wie der kostenpflichtige Sack oder die abgeholte Gewichtseinheit, darf der Beitrag bei gleichen Dienstleistungen nicht unter demjenigen des minimalen Dienstes liegen. Er schließt alle Kostenbestandteile der Abfallbewirtschaftung mit ein, die zu Lasten der Gemeinde gehen;
3. die sozialen Maßnahmen;
4. die Abgabe oder Gebühr zur Deckung der Abfallabfuhr bei nicht mit der in Artikel 5 erwähnten Gemeinderegelung übereinstimmendem Zurücklassen oder Ablagern von Abfällen.

In dem Beitrag zu Lasten des Bürgers in Anwendung des vorliegenden Erlasses sind die von einer Drittperson im Rahmen einer Rücknahmepflicht übernommenen Bewirtschaftungskosten, sowie die Bewirtschaftungskosten für die gleichgestellten Abfälle, nicht mit inbegriffen.

Art. 8 - Der Beitrag der Benutzer wird auf der Grundlage der Ausgaben und Einnahmen des vorletzten Haushaltsjahres berechnet, die gegebenenfalls angepasst werden, um die bekannten Elemente der Kostenänderung gemäß Artikel 11, § 2 zu berücksichtigen.

Die in Artikel 1, § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Sätze der Kostendeckung werden für ein gegebenes Haushaltsjahr berechnet, indem die Summe der in Artikel 10 erwähnten Einnahmen, die durch die Summe der in Artikel 9 erwähnten Ausgaben geteilt wird, mit 100 multipliziert wird.

Die Gemeinde organisiert ihre Buchführung derart, dass die in den Artikeln 9 und 10 erwähnten Einnahmen und Ausgaben identifiziert werden.

Wenn die Gemeinde einen Beitrag für die Bewirtschaftung der mit den Abfällen aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte gesammelten gleichgestellten Abfälle einzieht und wenn die Bewirtschaftungskosten nicht identifiziert werden können, so werden diese im Ausgabenposten auf gleicher Höhe wie die entsprechenden Einnahmen festgesetzt.

Art. 9 - § 1. Die in Artikel 8 erwähnten Ausgaben entsprechen den nachstehenden Ausgaben, insofern sie nicht gemäß Artikel 8bis des Dekrets von einem Rücknahmepflichtigen übernommen werden:

1. Kauf von Säcken oder Aufklebern, die für die Sammlung der Abfälle bestimmt sind;
2. Abschreibung des Kaufs oder der Miete der "Duobacs" oder Container;
3. selektive Sammlung von Haus zu Haus und Behandlung der Abfälle wie Papier-Pappe, Sperrmüll, organische Abfälle, Grünabfälle und Textilien;
4. Sammlung von grobem Hausmüll, einschließlich der Personalkosten und der Kosten in Verbindung mit den Sammelfahrzeugen;
5. Behandlung des groben Hausmülls;
6. Bewirtschaftungskosten der Containerparks und anderer Stellen für freiwilliges Hinbringen, einschließlich der Personalkosten und der Häufigkeitsprämien;
7. Vermeidungsmaßnahmen, einschließlich der Förderung der Kompostierung;
8. Druck und Versendung der Steuerbescheide und der Jahressammelkalender, einschließlich der Kosten für Mahnschreiben und Beitreibungsverfahren;
9. Beiträge an die Interkommunale, die die Abfälle bewirtschaftet, einschließlich für die in den Punkten 3 bis 7 erwähnten Posten, wenn diese Vorgänge gemäß der in Artikel 12 festgelegten Aufgliederung der Interkommunalen anvertraut werden;
10. Unterhalt und Miete der Altglascontainer;
11. Rückzahlung von Anleihen in Verbindung mit den Abfällen;
12. alle Dienste, die zur administrativen Verwaltung der Abfälle durch die Gemeinde erforderlich sind, und Begleitung der Bevölkerung in ihrer Abfallbewirtschaftung;
13. die Kosten für die vom Provinzgouverneur im Falle eines Versäumnisses seitens der Gemeinde getroffenen Maßnahmen.

In den berücksichtigten Ausgaben sind alle Steuern inbegriffen.

§ 2. Die nachstehenden Ausgaben können nicht berücksichtigt werden:

1. außer wenn Artikel 8, letzter Absatz angewandt wird: Kauf von Säcken für andere Empfänger als die Haushalte, wie Kleinhandel, Schulen oder Verwaltungen, Miete oder Kauf von Containern für andere Empfänger als die Haushalte, Sammlung und Behandlung von anderen Abfällen als denjenigen aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte wie Gemeindeabfälle, zurückgelassene und außerhalb des Sammelbezirks der Haushaltsabfälle aufgesammelte Abfälle, Friedhofsabfälle, Straßenabfälle, Marktabfälle oder landwirtschaftlicher Kunststoff, sowie alle anderen Bewirtschaftungskosten für andere Abfälle als diejenigen aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte;

2. Sanierung von Müllablageplätzen;
3. Unterhalt der kommunalen Grünanlagen.

Art. 10 - Die in Artikel 8 erwähnten Einnahmen sind:

1. die für die Deckung des minimalen Dienstes eingezogenen Beiträge;
2. der Verkaufserlös der kostenpflichtigen Säcke oder Aufkleber;
3. die Miete und der Verkauf von "Duobacs" und Containern;
4. der für das Gewicht der Abfälle und für das Entleeren von "Duobacs" und Containern gezahlte Preis, der nicht in dem in Punkt 1 erwähnten Beitrag inbegriffen ist;
5. die Gebühr für die Abfuhr von Sperrmüll, die nicht in dem in Punkt 1 erwähnten Beitrag inbegriffen ist;
6. die Gebühr oder Abgabe für die Abfuhr von Abfällen bei regelwidrigem Zurücklassen oder Ablagern von Abfällen aus der gewöhnlichen Tätigkeit von Haushalten;
7. der Anteil der Abgabe für Zweitwohnungen, der auf die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle entfällt und der nicht in dem in Punkt 1 erwähnten Beitrag inbegriffen ist;
8. der Verkaufserlös der selektiv gesammelten Abfälle;
9. die unmittelbar von der Gemeinde eingezogenen regionalen und provinziellen Zuschüsse;
10. alle anderen für die Deckung der zusätzlichen Dienste eingezogenen Beiträge;
11. die von der Interkommunalen im Rahmen der Pflicht für die Rücknahme der häuslichen Verpackungsabfälle eingezogenen Prämien oder Vergütungen;

Die nachstehenden Einnahmen können nicht berücksichtigt werden:

1. Abgabe für Reklameschriften per Wurfsendung;
2. die von der Gemeinde aufgrund des Vorhandenseins auf ihrem Gebiet eines technischen Vergrabungszentrums eingezogenen Steuereinnahmen oder jede gleichwertige Einnahme in Verbindung mit dem Vorhandensein auf ihrem Gebiet eines Mittels zur Behandlung von Abfällen;
3. die Einnahmen aus der Sammlung von anderen Abfällen als denjenigen aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte.

KAPITEL IV — Informationspflichten

Art. 11 - § 1. Vor dem 1. Oktober des Jahres, das dem Steuerjahr vorhergeht, übermitteln die Gemeinden dem Amt die in den Artikeln 9 und 10 des vorliegenden Erlasses erwähnten Einnahmen und Ausgaben, sowie die Steuer- oder Gebührenverordnung oder den Entwurf der Steuer- oder Gebührenverordnung für das kommende Haushaltsjahr, um den Kostendeckungssatz für das Steuerjahr festzusetzen.

Sie übermitteln den in Artikel L-3132-1, § 1, Absatz 2 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung erwähnten Aufsichtsbehörden dieselben Elemente, sowie den Nachweis ihrer Übermittlung an das Amt, und zwar innerhalb einer Frist, die die Ausübung der Genehmigungsaufsicht bezüglich des Steuerjahres ermöglicht.

Außerdem übermitteln sie dem Amt jedes Jahr die Informationen, die sich auf die in Ausführung des vorliegenden Erlasses eingerichteten Abfallbewirtschaftungsdienste, die Maßnahmen zur Information der Bevölkerung und ihre Verordnung in Verbindung mit der Abfallbewirtschaftung beziehen.

§ 2. Der Einnahmer überträgt die Elemente der Tarifierung auf der Grundlage der Gemeindeabrechnungen bezüglich des vorhergehenden Haushaltsjahres auf die von dem Minister der Umwelt und dem Minister der inneren Angelegenheiten gemeinsam festgelegten Muster. Das Erklärungsmuster ermöglicht die Eintragung der bedeutenden Änderungen, die im Laufe des Steuerjahres in den Abfallbewirtschaftungsmodi mit ihren erwarteten Auswirkungen auf die Berechnung der Einnahmen und Ausgaben einerseits und im Haushaltsvoranschlag bezüglich der Beiträge in Verbindung mit dem minimalen Dienst und den zusätzlichen Diensten andererseits vorgenommen werden müssen.

§ 3. Die Provinzgouverneure übermitteln dem Amt jährlich die Vorkehrungen, die gegebenenfalls in Anwendung des Artikels 21, § 4 des Dekrets getroffen wurden, sowie die in den Artikeln 9 und 10 des vorliegenden Erlasses erwähnten entsprechenden Einnahmen und Ausgaben.

Art. 12 - § 1. Spätestens bis zum 30. Juni des Jahres der Erstellung der kommunalen Haushaltspläne übermitteln die Interkommunalen den versorgten Gemeinden die tatsächlichen Abfallbewirtschaftungskosten des vorhergehenden Haushaltsjahres, die eingezogenen oder erwarteten Zuschüsse in Verbindung mit dem vorhergehenden Haushaltsjahr, sowie die von den Rücknahmepflichtigen übernommenen Ausgaben.

Diese Kosten werden je nach erwiesenem Dienst und je nach Verfahren aufgegliedert. Sie unterscheiden mindesten folgende Kosten:

1. die Kosten für die Vermeidungs- und Sensibilisierungsmaßnahmen;
2. die Kosten für die Sammlung der Abfälle aus der betreffenden Gemeinde;
3. die Abschreibungslasten und die Finanzkosten bezüglich der Investitionen und die Betriebskosten der Abfallsortierungs-Zusammenstellungsanlagen wie die Containerparks und die Stellen für freiwilliges Hinbringen;
4. die Abschreibungslasten und die Finanzkosten bezüglich der Investitionen und die Betriebskosten der Abfallverbringungsanlagen, wenn sie nicht in die Kosten für die Sammlung und Behandlung integriert sind;
5. die Abschreibungslasten und die Finanzkosten bezüglich der Investitionen und der Betriebskosten der Sortierungs- und Vorbehandlungsanlagen;
6. die Abschreibungslasten und die Finanzkosten bezüglich der Investitionen und die Betriebskosten der Verwertungsanlagen;
7. die Abschreibungslasten und die Finanzkosten bezüglich der Investitionen und die Betriebskosten der Beseitigungsanlagen.

§ 2. Spätestens bis zum 30. Juni des Jahres der Erstellung der kommunalen Haushaltspläne wird den Gemeinden der finanzielle Beitrag der Verbraucher, der sich aus der Umsetzung der Rücknahmepflichten ergibt, von dem Amt in der Form von Kosten je Tonne und Kosten je Einwohner zur Verfügung gestellt oder übermittelt. Die Rücknahmepflichtigen übermitteln dem Amt die zu diesem Zweck erforderlichen Daten.

Art. 13 - Ab dem Jahre 2009 fügen die Gemeinden dem Steuerbescheid bezüglich der Tarifierung der Abfallbewirtschaftungsdienste eine Erklärungsnotiz bei, die nach dem in der Anlage 2 angegebenen Muster erstellt wird. Dieses Muster kann vom Minister revidiert werden. Die Erklärungsnotiz enthält mindestens die in der Anlage 1 angegebenen Informationen. Sie enthält den sich aus der Einsetzung der Rücknahmepflichten ergebenden finanziellen Beitrag der Verbraucher auf der Grundlage der Daten, die die Rücknahmepflichtigen dem Amt übermitteln.

KAPITEL V — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 14 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2008 wirksam, mit Ausnahme der Bestimmungen des Artikels 3, § 1 über die Textil- und Asbestzementabfälle, die am 1. Juli 2008 in Kraft treten, und der Bestimmungen des Artikels 3, § 2, 4°, die am 1. Januar 2009 in Kraft treten.

Für das Jahr 2008 und in Abweichung des Kapitels III und des Artikels 11 wird der in Artikel 1 erwähnte Kostendeckungssatz mittels des vom Amt im Hinblick auf die Gewährleistung der Durchführung des Artikels 6, 7° des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region erstellten Formulars berechnet und gemeldet.

Für das Steuerjahr 2009 basieren die in der in Artikel 13 erwähnten Erklärungsnotiz angegebenen Gemeindekosten auf den Kosten des Steuerjahres 2007 oder in Ermangelung einer Buchführung, die dies ermöglicht, auf den Kosten des 1ten Semesters 2008.

Art. 15 - Der Minister der Umwelt und der Minister der inneren Angelegenheiten sind jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. März 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage 1 — Mindestinformationen, die in der in Artikel 13 erwähnten Erklärungsnotiz anzugeben sind

Die von den Gemeinden in Anwendung des vorliegenden Erlasses an die Benutzer gerichtete Erklärungsnotiz enthält mindestens folgende Informationen:

1. Den Namen der Gemeinde, der Interkommunalen, der die Gemeinde angehört, und die Anzahl Einwohner der Gemeinde.

2. Eine Vergleichstabelle, in der die regionale und kommunale durchschnittliche Abfallerzeugung in kg pro Einwohner und pro Jahr für folgende Müllströme angegeben wird:

- o grober Hausmüll
- o Grünabfälle
- o Sperrmüll
- o inerte Abfälle
- o Holz
- o Papier/Pappe
- o Glas
- o PMK
- o Metalle
- o AEEA
- o Sonstige global angegebene Ströme wie Batterien, Öle, Reifen usw.

Für die anderen Ströme als der grobe Hausmüll kann die Gemeinde die interkommunalen Daten angeben, wenn sie nicht über für ihr Gebiet spezifische Daten verfügt.

Außerdem wird in der Tabelle angesichts eines jeden Stroms der gewährleistete Sammlungs- und Behandlungsdienst angegeben.

3. Eine graphische Darstellung, in der die Entwicklung der kommunalen und regionalen durchschnittlichen Erzeugung groben Hausmülls während den drei letzten Haushaltsjahren, sowie die minimalen und maximalen Niveaus der Erzeugung von grobem Hausmüll während denselben Haushaltsjahren innerhalb des interkommunalen Gebiets, dem die Gemeinde angehört, vergleichend angezeigt werden.

4. Eine graphische Darstellung, in der die Kosten und der jeweilige Anteil der Gemeindekosten pro Einwohner und pro Jahr zu Lasten des Bürgers für die folgenden Posten präsentiert werden:

- o die Sammlung von grobem Hausmüll, und gegebenenfalls der gärungsfähige Anteil des Hausmülls;
- o die Behandlung des groben Hausmülls;
- o die Behandlung des gärungsfähigen Anteils des Hausmülls, im Falle einer selektiven Sammlung;
- o die Kosten des oder der Containerparks, einschließlich der nachgeordneten Behandlung;
- o die anderen selektiven Sammlungen als diejenigen, die über den Containerpark erfolgen (Sperrmüll, organische Stoffe, Papier/Pappe,...);
- o die Behandlung der selektiv gesammelten Abfälle;
- o die Vermeidungsmaßnahmen;
- o die administrative Verwaltung.

5. Die im Rahmen der Abfallbewirtschaftung angewandten regionalen, provinziellen und kommunalen Abgaben;

6. Eine graphische Darstellung, in der der jeweilige Anteil der Abfallbewirtschaftungskosten im Einzelnen angegeben wird, der von der Region über die für die Investitionen, den Betrieb der Infrastrukturen, die selektiven Sammlungen und die Vermeidung von Abfällen gewährten Zuschüsse, anschließend von der Gemeinde und in Ausführung des vorliegenden Erlasses auf den Benutzer übertragen, und schließlich von den Rücknahmepflichtigen und gegebenenfalls auf den Verbraucher übertragen, finanziert wird.

7. Die Beschreibung des minimalen Dienstes und der zusätzlichen Dienste für die Abfallbewirtschaftung, sowie die damit verbundenen Abgaben und Gebühren, einschließlich der sozialen Maßnahmen;

8. Die durchschnittliche Beteiligung pro Einwohner und Jahr an den durch eine Rücknahmepflicht gedeckten und im Preis der Erzeugnisse internalisierten Abfallbewirtschaftungskosten auf der Grundlage der von den Rücknahmepflichtigen dem Amt übermittelten Daten.

9. Vermeidungsratschläge im Rahmen der von der Region festgelegten strategischen und kommunikationsbezogenen Zielrichtungen, sowie gegebenenfalls die auf lokaler Ebene in Sachen Vermeidung ausgeführten Aktionen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 5. März 2008

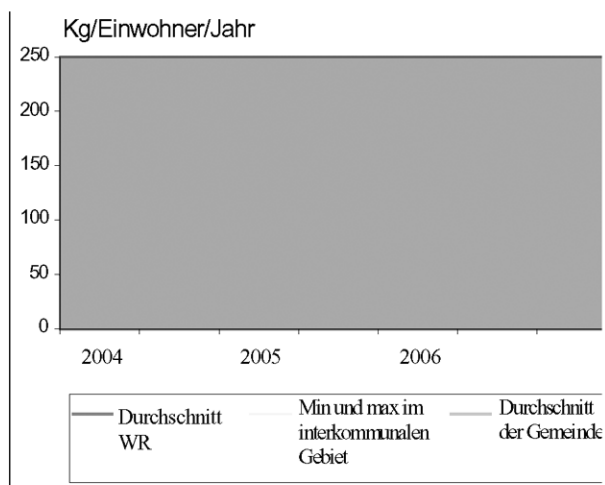
Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage2. Muster der in Artikel 13 erwähnten Erklärungsnotiz**BEWIRTSCHAFTUNG und TATSÄCHLICHER KOSTENPREIS DER ABFÄLLE****Gemeinde:****Interkommunale:****Anzahl Einwohner:****1. Erzeugung von Haushaltsabfällen und deren Bewirtschaftung**

	Durchschnitt in der Wallonischen Region kg/Jahr/Einwohner	Durchschnitt in Ihrer Gemeinde ¹ kg/Jahr/Einwohner	Um welchen Sammlungs- und Behandlungsdienst handelt es sich?
Hausmüll			
Grünabfälle			
Sperrmüll			
Inerte Abfälle			
Holz			
Papier/Pappe			
Glas			
PMK			
Metalle			
AEEA			
Sonstiges (Batterien, Öle, Reifen, ...)			
Insgesamt			

(1) oder der Interkommunalen, wenn die Daten fehlen

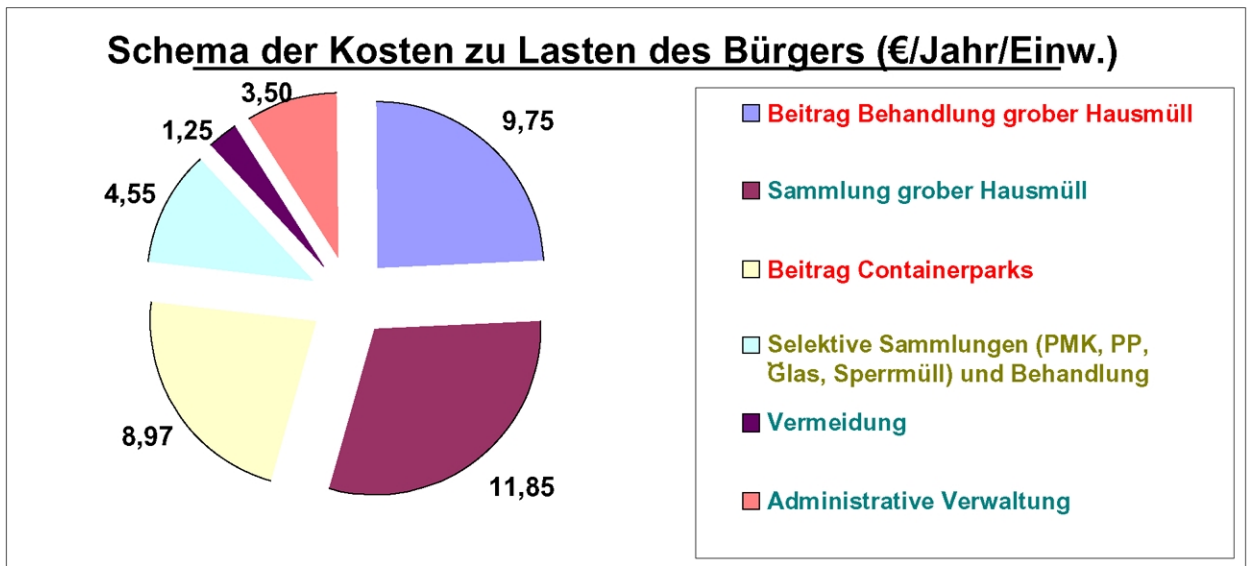


2. Die Kosten Ihrer Abfälle

Fügen Sie eine graphische Darstellung ein, die die Gemeindekosten pro Einwohner und pro Jahr zu Lasten des Bürgers für Folgendes darstellen:

- Die Sammlung des groben Hausmülls (graue oder gleichwertige Säcke) und gegebenenfalls des gärungsfähigen Anteils des Hausmülls (GAHM)
- Der Behandlung des groben Hausmülls
- Die Behandlung des gärungsfähigen Anteils des Hausmülls, im Falle einer selektiven Sammlung
- Die Containerparks, einschließlich der Kosten für die verbrauchernahe Behandlung
- Die selektiven Sammlungen (Sperrmüll, organische Stoffe, Papier/Pappe, ...) und die Behandlung der selektiv gesammelten Abfälle
- Die Vermeidungsmaßnahmen
- Die administrative Verwaltung

Beispiel:

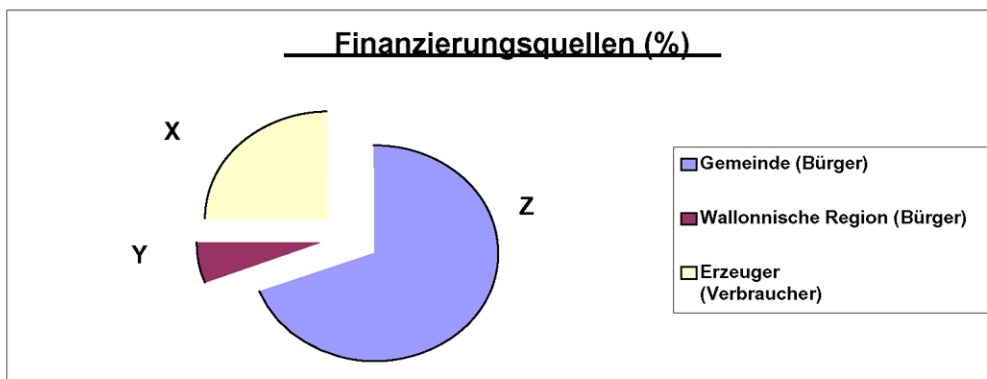


Geben Sie die eventuellen, auf die Abfälle angewandten regionalen, provinziellen und kommunalen Abgaben an.

3. Die Finanzierung der Abfallbewirtschaftung.

Fügen Sie eine graphische Darstellung ein, in der der jeweilige, von der Region via die Zuschüsse und von der Gemeinde finanzierte und im Rahmen der Rücknahmepflichten internalisierte Anteil der Kosten für die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle im Einzelnen angegeben wird.

Beispiel:



1. Ihr direkter Beitrag an die Gemeinde und der diesbezügliche Dienst.

- a) Beschreibung des minimalen Dienstes und des zusätzlichen Dienstes für die Bewirtschaftung der Abfälle
- b) Nützlicher Auszug der Steuer- und/oder Gebührenverordnung, einschließlich der sozialen Maßnahmen

2. Ihr Beitrag via den Kauf bestimmter Produkte.

Geben Sie nach den einer Rücknahmepflicht unterliegenden Abfallkategorien und nach den Einrichtungen zur Verwaltung der Rücknahmepflichten die durchschnittlichen Kosten pro Einwohner und Jahr an.

3. Wie können Sie Ihre Abfallrechnung reduzieren?

Weniger Abfälle sind besser für die Umwelt und ermöglichen entsprechende Einsparungen. Hier einige Ratschläge, um Abfälle zu vermeiden:

Beispiele:

- Kompostieren Sie Ihre Grünabfälle und organischen Stoffe zu Hause, indem Sie die nötigen Ratschläge und Informationen einholen
- Vermeiden Sie die Verschwendung von Lebensmitteln
- Ziehen Sie langlebige Produkte vor und vermeiden Sie Wegwerfprodukte (Wegwerfgeschirr, -batterien, ...)
- Ziehen Sie Produkte von schlechter Qualität
- Ziehen Sie Nachfüllpackungen und wenig verpackte Produkte vor (Schüttware, Schnittware, Großverpackungen)
- Zum Transport Ihrer Einkäufe benutzen Sie wiederverwendbare Säcke, Körbe, Klappkisten
- Trinken Sie Leitungswasser, das keine Verpackung braucht

Von Ihrer Gemeinde und/oder Gemeindevereinigung ausgeführte Vermeidungs- und Sensibilisierungsaktionen:

(bitte ausfüllen)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 5. März 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1292

[C — 2008/27050]

5 MAART 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 5ter en 21;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Commissie voor Afvalstoffen, gegeven op 29 oktober 2007;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 22 november 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 oktober 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 2007;

Gelet op het advies nr. 43.967/4 van de Raad van State, gegeven op 16 januari 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de gemeenten de nodige maatregelen moeten treffen om de inwoners een goede politie ter beschikking te stellen met betrekking tot de verwijdering van afval;

Overwegende dat de inzameling en het beheer van afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen een dienstverlening aan de burgers is;

Overwegende dat het type, de kostprijs en de prestatie van deze dienst kunnen verschillen naar gelang van de gemeente;

Overwegende dat voorzien moet worden in een minimale dienstverlening inzake afvalbeheer op het geheel van het Waalse grondgebied;

Overwegende dat deze dienstverlening zowel afvalpreventie, hiërarchie van de afvalverwerkingsmethodes als afschrikken van inciviteiten als doelstelling moet hebben;

Overwegende dat de kostprijs van het afvalbeheer op de burger verhaald moet worden overeenkomstig het beginsel van de vervuiler-betaler;

Overwegende dat de integrale afwenteling van de kosten niet van vandaag op morgen doorgevoerd kan worden op het gevaar af incivieke gedragen te veroorzaken;

Dat talrijke gemeenten de dekking van de kosten slechts gedeeltelijk toepassen door een specifieke tarifiering;

Dat het decreet voorziet in een geleidelijke toepassing van het beginsel;

Overwegende dat het kader van de diensten voor huisafvalbeheer, de bestanddelen van de kostprijs en de modaliteiten inzake afwenteling op de burger vastgelegd moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene beginselen***Artikel 1.** § 1. De gemeente organiseert een minimumdienst en bijkomende diensten inzake het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen.

Deze diensten worden ingesteld met inachtneming van de doelstellingen inzake afvalpreventie, bestrijding van inciviteiten en transparantie t.o.v. de burgers. De prestaties van de gemeenten inzake openbare gezondheid worden in deze diensten niet inbegrepen.

§ 2. De gemeente wentelt de kostprijs van de terbeschikkingstelling en het gebruik van deze diensten op de gebruiker af volgens de modaliteiten omschreven in dit besluit en met inachtneming van de tarieven bedoeld in het decreet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. decreet : decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
2. grof vuil : alle afval die niet in een vuilzak of -recipiënt van 60 liter kan worden gestopt;
3. gezin : alleenstaande gebruiker of verzameling van verschillende gebruikers die samenwonen;
4. Minister : Minister van Leefmilieu;
5. terugnameplicht : verplichting bedoeld in artikel 8bis van het decreet of in het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1996 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval;
6. dienst : "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen);
7. bruto huisafval: residuele huisafval na sortering door de gebruikers;
8. PMD : verpakkingsafval bestaande uit plastieke flessen en flesjes, metaalverpakking en drankkartons;
9. bijzondere huisafval : afvalstoffen die in kleine hoeveelheid worden geproduceerd door de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en die door het gevaar of de risico's die ze kunnen veroorzaken, op een bijzondere wijze beheerd moeten worden om hun effecten op de volksgezondheid of het milieu te voorkomen of te beperken;
10. minimumdienst : minimumdienst inzake het beheer van afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen;
11. gebruiker : afvalproducent die de door de gemeente verleende afvalbeheersdienst geniet.

HOOFDSTUK II. — *Afvalbeheersdiensten***Art. 3.** § 1. De minimumdienst geeft de gebruikers de mogelijkheid om zich van brutohuisafval te ontdoen en om zich op een selectieve manier, na sortering, van de volgende afvalstoffen te ontdoen :

1. inerte afval;
2. grof huisvuil;
3. afval van elektrische of elektronische uitrustingen, afgekort AEEU;

4. groen- en/of organisch afval;
5. houtafval;
6. papier en karton;
7. PMD's;
8. glas;
9. textiel;
10. metalen;
11. afgewerkte spijsoliën en -vetten;
12. afgewerkte oliën en vetten die niet voor de voeding bestemd zijn;
13. batterijen;
14. de kleine bijzondere huisafval, afgekort BHA;
15. afval van cementasbest;
16. afgedankte banden.

§ 2. De minimumdienst omvat o.a. de volgende dienstverleningen:

1. de toegang tot de punten en centra voor de samenbrenging van huisafval zoals de containerparken en de punten voor vrijwillige toevoer van de gemeente of intercommunale;
2. de terbeschikkingstelling van glasbollen die een sortering per kleur of een gelijkaardige inzameling mogelijk maken;
3. de huis aan huis inzameling van brutohuisafval en, in voorkomend geval, van andere afvalstromen, zoals organisch afval, grof vuil, PMD's, karton;
4. het leveren van een bepaald aantal zakken voor de inzameling van bruto huisafval, of van vignetten die op de zakken voor het inzamelen van deze afval moeten worden aangebracht of het leveren van recipiënten voor het inzamelen van deze afvalstoffen, samen met een bepaald aantal opruiming en/of een bepaald aantal afvalstoffen;
5. de verwerking van de ingezamelde afval in het kader van de minimumdienst.

Het aantal zakken, vignetten of opruiming bedoeld in het vorige lid schommelt naar gelang van de samenstelling van het gezin en wordt vastgelegd zodat de gezinnen bewust worden van hun afvalproductie.

Art. 4. De bijkomende diensten worden op verzoek van de gebruikers verleend. Ze bestaan uit de volgende verplichte diensten :

1. het leveren van bijkomende betaalzakken of -vignetten bovenop de zakken of vignetten die in het kader van de minimumdienst worden geleverd;
2. het ledigen van vuilnisbakken bovenop het aantal en/of hoeveelheid vastgelegd door de minimumdienst;
3. de overeenstemmende diensten inzake inzameling en verwerking.

Elke andere specifieke beheersdienst inzake afval van de gezinnen waarin de gemeente voorziet, zoals het ophalen van afval op verzoek, kan daaraan toegevoegd worden.

Art. 5. Het gemeentelijk reglement bepaalt :

1. de periodiciteit en de inzamelplaatsen per soort ingezamelde afval;
2. de inzamelmodaliteiten zoals huis aan huisinzameling, collectieve containers, de punten voor vrijwillige toevoer of de containerparken;
3. de voorwaarden voor de aanvaarding van de afvalstoffen volgens aard en hoeveelheid;
4. de maatregelen die in voorkomend geval door de gemeente genomen worden om de overtredingen van de bepalingen inzake afvalbeheer te voorkomen en te straffen.

Art. 6. Als de gemeente zich geheel of gedeeltelijk van het afvalbeheer ontdoet t.o.v haar intercommunale, organiseert laatstgenoemde de diensten bedoeld in de artikelen 3 en 4 van dit besluit binnen de perken van deze afstand en geeft ze de gemeente kennis van de noodzakelijke bepalingen voor het opmaken van het gemeentelijk reglement bedoeld in artikel 5.

HOOFDSTUK III. — *Berekening van de bijdragen*

Art. 7. De gemeente bepaalt het bedrag en de modaliteiten van de bijdrage van de gebruikers, met inbegrip van :

1. een bijdrage die de kost van de minimumdienst dekt en rekening houdt met de samenstelling van de gezinnen. Deze bijdrage dekt de kostprijs van het voordeel van de terbeschikkingstelling van de dienst los van zijn gebruik, en het gehele of gedeeltelijke gebruik van deze dienst;
2. de specifieke bijdrage voor elke bijkomende dienst. Per betaaleenheid, zoals de betaalzak of de opgehaalde gewichtseenheid, mag de bijdrage voor dezelfde prestaties niet lager zijn dan die van de minimumdienst. Ze omvat alle bestanddelen van de kostprijs van het afvalbeheer ten laste van de gemeente;
3. de sociale maatregelen;
4. de belasting of heffing die het ophalen van de afval garandeert in geval van achterlating of van een opslag die niet overeenstemt met het gemeentelijk reglement bedoeld in artikel 5.

De bijdrage ten laste van de burger overeenkomstig dit besluit sluit de beheerskost uit die door een derde ten laste wordt genomen in het kader van een terugnameplicht, alsook de kostprijs van het beheer van gelijkgestelde afval.

Art. 8. De bijdrage van de gebruikers wordt berekend op basis van de uitgaven en opbrengsten van het voorlaatste boekjaar, in voorkomend geval aangepast om rekening te houden met de gekende gegevens die de kosten wijzigen overeenkomstig artikel 11, § 2.

De percentages van de dekking van de kosten bedoeld in artikel 1, § 2, van dit besluit worden berekend voor een bepaald boekjaar door de som van de opbrengsten bedoeld in artikel 10, gedeeld door het bedrag van de uitgaven bedoeld in artikel 9, met 100 te vermenigvuldigen.

De gemeente organiseert haar boekhouding zodat de opbrengsten en uitgaven bedoeld in de artikelen 9 en 10 kunnen worden geïdentificeerd.

Als de gemeente een bijdrage ontvangt voor het beheer van de gelijkgestelde afval die ingezameld wordt met de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en dat de beheerskosten niet kunnen worden geïdentificeerd, worden laatstgenoemde in de uitgavenpost vastgelegd voor hetzelfde bedrag als de overeenstemmende opbrengsten.

Art. 9. § 1. De uitgaven bedoeld in artikel 8 zijn de volgende voor zover zij niet ten laste worden genomen door een terugnameplichtige overeenkomstig artikel 8*bis* van het decreet :

1. aankoop van de zakken of vignetten bestemd voor de inzameling van de afval;
2. afschrijving van de aankoop of huur van de duobakken of containers;
3. selectieve huis-aan-huisinzameling en verwerking van afval zoals karton, grof vuil, organische afval, groen afval en textiel;
4. inzameling van brutohuisafval, met inbegrip van de personeelskosten en de kosten i.v.m de ophaalvoertuigen;
5. behandeling van de brutohuisafval;
6. beheerskosten van de containerparken en de andere punten voor vrijwillige toevoer, met inbegrip van de personeelskosten en de bezoekpremies;
7. preventieve acties, met inbegrip van de bevordering van de compostering;
8. het drukken en het versturen van de aanslagbiljetten en kalenders van de inzamelingen voor het hele jaar, met inbegrip van de aanmaningskosten en de verhaalprocedures;
9. bijdragen voor de intercommunale die de afval beheert, met inbegrip van de posten bedoeld in de punten 3 tot 7 als deze verrichtingen aan de intercommunale worden toevertrouwd, overeenkomstig de verdeling vastgelegd in artikel 12;
10. onderhoud en huur van glasbollen;
11. terugbetaling van leningen i.v.m afval;
12. elke dienst die noodzakelijk is voor het gemeentelijk administratief beheer van de afval en de begeleiding van de bevolking inzake afvalbeheer;
13. de kosten van de maatregelen genomen door de provinciegouverneur in geval van tekortkoming van de gemeente.

De uitgaven worden alle inclusief belastingen in aanmerking genomen.

§ 2. De volgende uitgaven kunnen niet in aanmerking worden genomen :

1. behalve als artikel 8, laatste lid, wordt toegepast : aankoop van zakken voor andere bestemmingen dan de gezinnen, zoals de kleinhandel, de scholen of de administraties, huur of aankoop van containers voor andere bestemmingen dan de gezinnen, inzameling en verwerking van andere afval dan die uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen, zoals gemeentelijke afval, achtergelaten afval die buiten de inzamelcircuits van huisafval wordt opgehaald, afval uit begraafplaatsen, wegafval, marktafval of plastic uit de landbouw, en alle andere kosten m.b.t. het beheer van andere afval dan die uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen;

2. sanering van de stortplaatsen;
3. onderhoud van de gemeentelijke groene ruimtes.

Art. 10. De in artikel 8 bedoelde opbrengsten zijn de volgende :

1. ontvangen bijdragen voor de dekking van de minimumdienst;
2. opbrengst van de verkoop van betaalzakken of vignetten;
3. verhuur en verkoop van duobakken en containers;
4. prijs betaald voor het gewicht van de afval en voor het ledigen van de duobakken en de containers niet verrekend in de bijdrage bedoeld in punt 1;
5. heffing voor het ophalen van het grof vuil niet verrekend in de bijdrage bedoeld in punt 1;
6. heffing of belasting op de ophaling van de afval in geval van achterlating of van een opslag die niet overeenstemt met de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen;
7. deel van de belasting op de buitenverblijven met betrekking tot het beheer van huisafval en niet verrekend in de bijdrage bedoeld in punt 1;
8. opbrengst van de verkoop van selectief ingezamelde afval;
9. regionale en provinciale subsidies die rechtstreeks door de gemeente ontvangen worden;
10. elke andere bijdrage die voor de dekking van de minimumdienst wordt ontvangen;
11. premies of vergoedingen ontvangen door de intercommunale in het kader van de terugnameplicht van de huishoudelijke verpakkingsafval;

De volgende opbrengsten kunnen niet in aanmerking worden genomen :

1. belasting op de huis-aan-huis reclamebladen;
2. fiscale ontvangsten van de gemeente vanwege de aanwezigheid van een CET (Centrum voor Technische Ingraving) op haar grondgebied of elke gelijkaardige opbrengst i.v.m. de aanwezigheid van een werktuig voor afvalverwerking op haar grondgebied;
3. opbrengsten uit de inzameling van andere afval dan die uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen.

HOOFDSTUK IV. — *Informatieplicht*

Art. 11. § 1. De gemeenten geven de Dienst vóór 1 oktober van het jaar dat voorafgaat aan het aanslagjaar kennis van de opbrengsten en uitgaven bedoeld in de artikelen 9 en 10 van dit besluit, en bezorgen hem de regelgeving inzake belasting en heffing of het ontwerp van regelgeving inzake belasting of heffing voor het komende boekjaar om het dekkingspercentage van de kosten voor het aanslagjaar vast te leggen.

Ze maken dezelfde gegevens en het bewijs van de mededeling aan de Dienst, aan de toezichhoudende overheid bedoeld in artikel L-3132-1, § 1, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie over, binnen een termijn die de uitoefening van het goedkeuringstoezicht met betrekking tot het aanslagjaar mogelijk maakt.

Bovendien geven zij de Dienst jaarlijks kennis van de gegevens m.b.t. de afvalbeheersdiensten opgericht ter uitvoering van dit besluit, alsook de maatregelen ter informatie van de bevolking en hun reglement met betrekking tot het afvalbeheer.

§ 2. De ontvanger kopieert de gegevens van de tarifiering op de modellen die samen door de Minister van Leefmilieu en de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden worden bepaald op grond van de gemeenterekeningen betreffende het vorige boekjaar. Het model van aangifte laat toe om de significante wijzigingen die tijdens een aanslagjaar gebeuren in te schrijven, enerzijds, in de afvalbeheerswijzen, met de verwachte gevolgen op de berekening van de opbrengsten en de uitgaven en het dekkingspercentage, en, anderzijds, in de budgettaire vooruitzichten betreffende de bijdragen i.v.m. de minimumdienst en de bijkomende diensten.

§ 3. De provinciegouverneurs geven de Dienst jaarlijks kennis van de eventuele maatregelen die genomen worden overeenkomstig artikel 21, § 4, van het decreet, alsook van de overeenstemmende opbrengsten en uitgaven bedoeld in de artikelen 9 en 10 van dit besluit.

Art. 12. § 1. De intercommunales bezorgen de bediende gemeenten uiterlijk 30 juni van het boekjaar waarin de gemeentebegrotingen vastgelegd worden, de reële afvalbeheerskosten van het vorige boekjaar, de ontvangsten of verwachte subsidies betreffende het vorige boekjaar en de uitgaven die door de terugnameplichtigen ten laste worden genomen.

Deze kosten worden per verleende dienst en per kanaal verdeeld. Ze onderscheiden op zijn minst de volgende kosten :

1. de kost van de acties inzake preventie en sensibilisering;
2. de kost van de ophaling van de afval uit de betrokken gemeente;
3. de afschrijvingslasten en de financiële kosten betreffende de investeringen en de werkingskosten van de centra voor afvalverzameling-sortering, zoals de containerparken en de punten voor vrijwillige toevoer;
4. de afschrijvingslasten en de financiële kosten betreffende de investeringen en de werkingskosten van de installaties voor afvaloverdracht, als ze niet in de kosten voor inzameling of verwerking worden opgenomen
5. de afschrijvingslasten en de financiële kosten betreffende de investeringen en de werkingskosten van de installaties voor sortering en voorbehandeling;
6. de afschrijvingslasten en de financiële kosten betreffende de investeringen en de werkingskosten van de installaties voor de valorisatie;
7. de afschrijvingslasten en de financiële kosten betreffende de investeringen en de werkingskosten van de installaties voor de wegwerking.

§ 2. De financiële bijdrage van de verbruikers voortvloeiend uit de toepassing van de terugnameplicht in de vorm van kosten per ton en kosten per inwoner wordt uiterlijk 30 juni van het boekjaar waarin de gemeentebegrotingen vastgelegd worden, door de Dienst ter inzage gelegd van of meegedeeld aan de gemeenten. De terugnameplichtigen bezorgen de Dienst de gegevens die daartoe nodig zijn.

Art. 13. Vanaf 2009 voegen de gemeenten bij het aanslagbiljet betreffende de tarifiering van de afvalbeheersdiensten een toelichtende nota opgemaakt naar het model in bijlage 2. Dit model kan door de Minister bijgestuurd worden. De toelichtende nota bevat op zijn minst de gegevens die nader bepaald worden in bijlage 1. Ze vermeldt de financiële bijdrage van de verbruikers voortvloeiend uit de toepassing van de terugnameplicht op grond van de gegevens meegedeeld door de terugnameplichtigen aan de Dienst.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2008, met uitzondering van de bepalingen van artikel 3, § 1, betreffende textielafval en afval van cementasbest, die op 1 juli 2008 in werking treden en de bepalingen van artikel 3, § 2, 4, die op 1 januari 2009 in werking treden.

Voor het jaar 2008 en in afwijking van hoofdstuk III en artikel 11, wordt het percentage van de dekking van de kost bedoeld in artikel 1 berekend en aangegeven d.m.v. het formulier opgemaakt door de Dienst om de uitvoering van artikel 6, 7°, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de afvalbelasting in het Waalse Gewest te garanderen.

Voor het aanslagjaar 2009 zullen de gemeentelijke kosten in de toelichtende nota bedoeld in artikel 13 gegrond zijn op de kosten van het boekjaar 2007 of, bij gebrek aan boekhoudkundige gegevens, op de kosten van het eerste semester 2008.

Art. 15. De Minister van Leefmilieu en de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 maart 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 1. — Minimumgegevens te vermelden in de toelichtende nota bedoeld in artikel 13

De toelichtende nota die door de gemeenten aan de gebruikers gericht wordt overeenkomstig dit besluit moet op zijn minst de volgende gegevens bevatten :

1. De naam van de gemeente, van de intercommunale waarbij de gemeente aangesloten is, en het aantal inwoners van de gemeente.

2. Een vergelijkende tabel waarin de gemiddelde regionale en gemeentelijke afvalproductie per kg, inwoner en jaar vermeld wordt voor de volgende afvalstromen :

- o Brutohuishafval
- o Groene afval
- o Grof vuil
- o Inerte afval
- o Hout
- o Papier/karton
- o Glas
- o PMD
- o Metalen
- o AEEU
- o Andere geglobaliseerde stromen, zoals batterijen, oliën, banden... enz.

Voor andere stromen dan die van bruto huishafval, kan de gemeente, bij gebrek aan specifieke gegevens voor haar grondgebied, de intercommunale gegevens vermelden.

De tabel zal bovendien voor elke stroom de geleverde ophalings- en verwerkingsdienst vermelden.

3. Een grafiek die op een vergelijkende manier de evolutie toont van de gemiddelde gemeentelijke en regionale productie van brutohuishafval gedurende de drie laatste boekjaren, alsook de minimale en maximale productieniveaus van brutohuishafval tijdens dezelfde boekjaren binnen het intercommunale gebied waartoe de gemeente behoort.

4. Een grafiek die de kosten toont en het respectievelijk deel van de gemeentelijke kosten per inwoner en per jaar ten laste van de burger, voor de volgende posten :

- o de inzameling van bruto huishafval en, in voorkomend geval, van het voor vergisting vatbare deel van de huishafval;
- o de verwerking van de bruto huishafval;
- o de verwerking van het voor vergisting vatbare deel van de huishafval, in geval van selectieve inzameling;
- o de kost van de containerparken, eindverwerking inbegrepen;
- o de selectieve inzamelingen die niet via een containerpark gebeuren (grof vuil, bodemmineralen, papier/karton,...);
- o de verwerking van selectief ingezamelde afval;
- o de preventieve acties;
- o het administratief beheer.

5. De regionale, provinciale en gemeentebelastingen toegepast op het afvalbeheer.

6. Een grafiek die het respectievelijk deel omstandig omschrijft van de kosten van het afvalbeheer gefinancierd door het Gewest onder het mom van subsidies toegekend voor de investeringen, de werking van de infrastructuur, de selectieve inzamelingen en de preventie, vervolgens door de gemeente en overgedragen op de gebruiker ter uitvoering van dit besluit, tenslotte door de terugnameplichtigen en overgedragen, in voorkomend geval, op de gebruiker.

7. De omschrijving van de minimumdienst en van bijkomende diensten inzake afvalbeheer, alsook de belastingen of heffingen die er betrekking op hebben, met inbegrip van de sociale maatregelen;

8. De gemiddelde bijdrage per inwoner en per jaar voor de kosten inzake afvalbeheer dat door een terugnameplicht gedekt is en opgenomen is in de prijs van de producten op grond van de gegevens die door de terugnameplichtigen aan de Dienst worden meegedeeld.

9. Advies inzake preventie in het kader van de strategische en communicatieve assen bepaald door het Gewest alsook, in voorkomend geval, de specifieke acties die plaatselijk worden gevoerd inzake preventie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten.

Namen, 5 maart 2008.

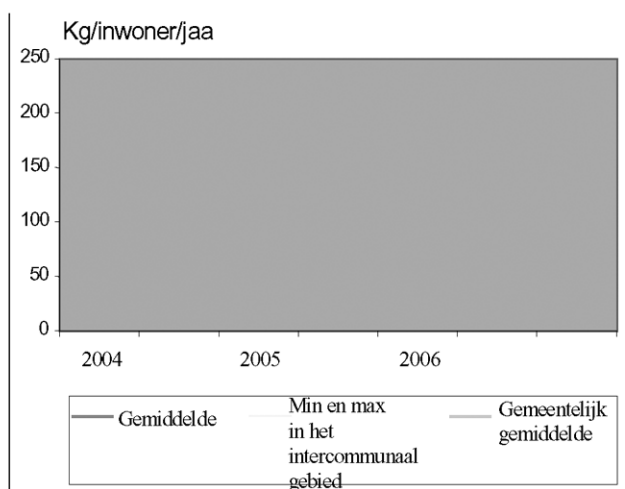
De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 2. Model van toelichtende nota zoals bedoeld in artikel 13.**HET BEHEER en DE REËLE KOST VAN DE AFVAL****Gemeente:****Intercommunale:****Aantal inwoners:****1. De afvalproductie van de gezinnen en het beheer ervan**

	Gemiddelde in het Waalse Gewest Kg/jaar/inwoner	Gemiddelde in uw gemeente ¹ Kg/jaar/inwoner	Welke dienst houdt zich bezig met de inzameling en de verwerking ?
Huishoudelijke afval			
Groene afval			
Grof vuil			
Inerte afval			
Hout			
Papier/Karton			
Glas			
PMD			
Metalen			
AEEU			
Andere (batterijen, Oliën, banden, ...)			
Totaal			

(1) of van de intercommunale als de gegevens ontbreken

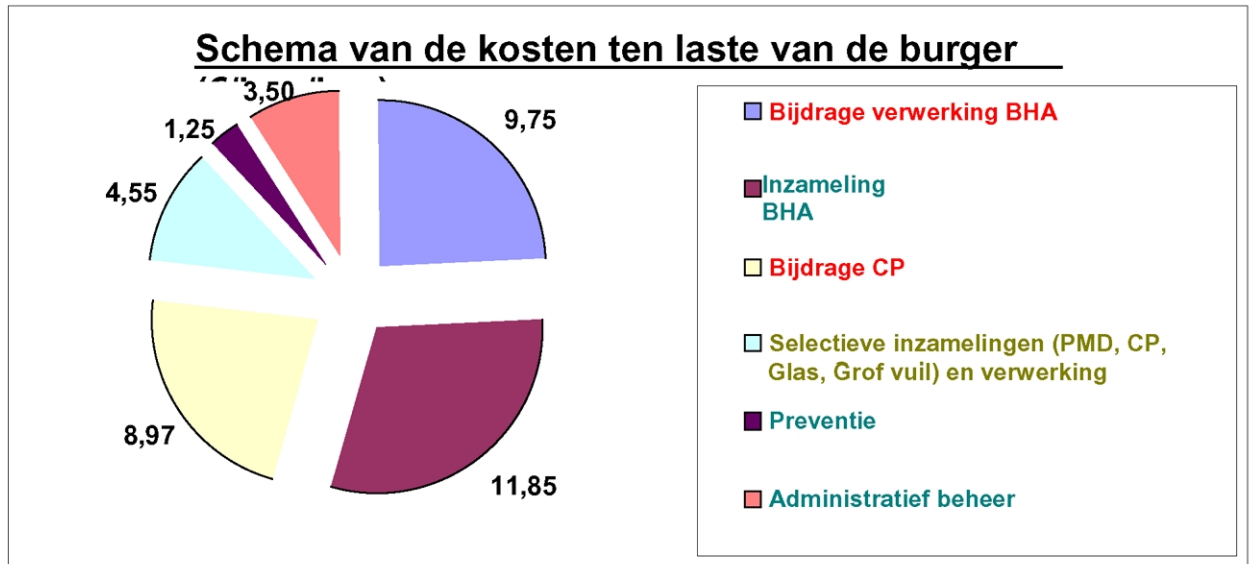
**2. De kostprijs van uw afval**

Een grafiek invoegen die de gemeentelijke kosten tonen per inwoner en per jaar ten laste van de burger:

- Van de inzameling van bruto huisafval (grijze zakken of gelijkaardig) en, in voorkomend geval, van het voor vergisting vatbare deel van de huisafval (FFOM)
- Van de verwerking van de bruto huisafval

- Van de verwerking van het voor vergisting vatbare deel van de huisafval, in geval van selectieve inzameling
- Van de containerparken, kosten van de eindverwerking inbegrepen
- Van de selectieve inzamelingen (grof vuil, bodemmineralen, papier/karton,...) en van de verwerking van de selectief ingezamelde afval
- Van de preventieve acties
- Van het administratief beheer

Voorbeeld:

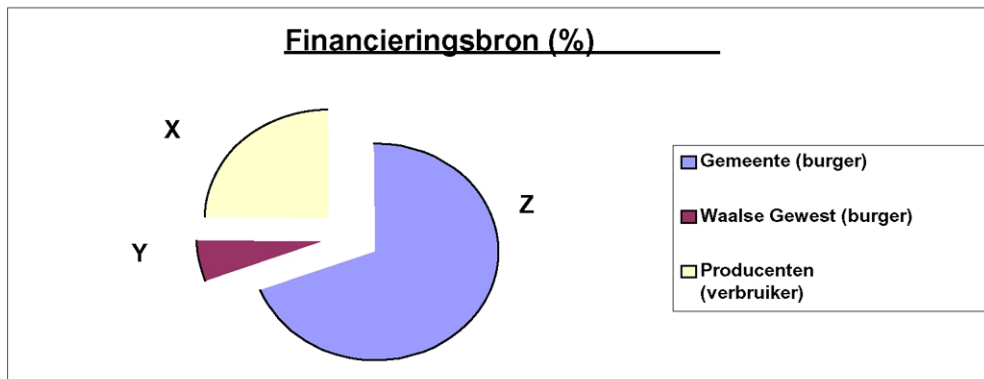


De eventuele regionale, provinciale en gemeentebelastingen die op de afval worden toegepast nader bepalen.

3. De financiering van het afvalbeheer.

Een grafiek invoegen die de kost van het beheer van de huisafval omstandig omschrijft voor het deel dat respectievelijk door het Gewest, onder het mom van subsidies, en door de gemeente gefinancierd wordt, en het deel opgenomen in het kader van de terugnameplicht.

Voorbeeld:



1. Uw rechtstreekse bijdrage voor de gemeente en de desbetreffende dienst.

- a) Omschrijving van de minimumdienst en van de bijkomende dienst inzake afvalbeheer

- b) Nuttig uittreksel uit het belastings- en/of heffingsreglement, met inbegrip van de sociale maatregelen

2. Uw bijdrage via de aankoop van bepaalde producten.

Geef per afvalcategorie onderworpen aan een terugnameplicht en beheersinstellingen van de terugnameplicht de gemiddelde kost per inwoner en per jaar

3. Hoe kan ik het bedrag van mijn afvalfactuur verminderen ?

Minder afval is beter voor het milieu en voor uw portefeuille. Zie hier een aantal tips om minder afval te produceren:

Voorbeeld:

- Composteer uw groene afval en organische afval thuis en volg de nodige adviezen en informatie
- Voorkom verspilling van voedingsmiddelen
- Geef de voorkeur aan duurzame producten en voorkom wegwerpartikelen (wegwerpvaatwerk, wegwerpbatterijen, ...) of producten van slechte kwaliteit
- Geef de voorkeur aan accu's en producten met weinig verpakking (onverpakt, in stukken, grote verpakkingen)
- Denk aan herbruikbare zakken, manden en opvouwbare kisten om uw boodschappen te vervoeren
- Drink kraantjeswater waarvoor geen verpakking nodig is

Preventie- en sensibiliseringsacties gevoerd door uw gemeente en/of vereniging van gemeenten:
(invullen)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten.

Namen, 5 maart 2008

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN